

## Point de presse de M. le Président de la République au Palais de Verdala

**LE PRESIDENT** -- Je vais faire une brève déclaration et puis ensuite vous pourrez poser des questions sur cette réunion et les entretiens bilatéraux que j'ai pu avoir avec les chefs d'Etat et de gouvernement présents.

Cette initiative « 5+5 », cela faisait dix ans qu'elle n'avait pas été reprise au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. La dernière fois, c'était donc en 2003 dans un tout autre contexte et avec d'autres dirigeants. Aujourd'hui, cette réunion s'inscrit dans un contexte stratégique, politique, économique qui nous conduit à élever encore l'enjeu.

Il y a deux défis. Le premier, c'est comment accompagner le processus politique, la transition démocratique et le respect des droits des peuples mais aussi, de faire en sorte que la dignité des personnes soit partout respectée. Et puis, il y a un défi économique qui est celui du développement de la rive sud de la Méditerranée avec aussi la croissance qui doit être stimulée au nord de la Méditerranée et les deux vont de pair.

J'ai donc insisté sur trois points au cours de nos échanges qui ont été de qualité avec des chefs d'Etat et de gouvernement qui mesuraient bien le moment, l'enjeu et les conséquences de nos réflexions. J'ai insisté d'abord pour dire que le « 5+5 » comme l'on dit, n'est pas une organisation supplémentaire, il y en a suffisamment. Ce doit être un lieu, un moment d'impulsion, de conscience des enjeux et de préparation aussi de décisions, mais les projets, ils doivent être portés par des organisations ; celles qui existent aujourd'hui et qu'il n'est pas utile de réinventer ou de concurrencer. Il y a l'Union pour la Méditerranée dont je ne rappellerai pas un certain nombre d'antécédents, de réunions, qui finalement n'avaient débouché sur rien mais qui, aujourd'hui, dans le contexte nouveau des printemps arabes et des transitions politiques et, avec plus de 40 pays qui sont représentés, peut revêtir une importance toute particulière car c'est dans cette organisation que les projets seront mis en œuvre. Parmi ces projets, il y en a qui portent sur les infrastructures. La plus symbolique de ces infrastructures, c'est celle de l'autoroute pour le Maghreb. Il y a aussi le « partenariat de Deauville » qui existe depuis 2011 et qui permet de dégager des crédits, d'engager des actions pour accompagner et soutenir les printemps arabes. Il y a ce que l'on appelle la politique européenne de voisinage et qui fait que l'Europe dégage également des moyens, des ressources pour le développement. Notre attention doit être de coordonner, de mettre en œuvre les projets que nous considérons comme prioritaires.

**Deuxième réflexion** : il y a à mes yeux, et je pense que le communiqué final reprendra ces orientations, trois grandes priorités.

La première, c'est la jeunesse. Beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement, ici, représentés et qui parlaient au nom du sud évoquaient la difficulté pour les jeunes de trouver un emploi, une place, suscitant une grande frustration quand ils ne nous parlaient pas des problèmes également d'émigration et la très grande difficulté pour les maîtriser. Nous avons une responsabilité de faire qu'une grande partie des actions qui vont être engagées puissent être en direction de la jeunesse : des échanges culturels, la politique éducative, le soutien à la formation, à la qualification, les échanges universitaires aussi. Il existe bien un Erasmus pour les pays européens, pourquoi ne pas faciliter aussi un certain nombre de mobilités pour les étudiants des pays de la rive sud de la Méditerranée ?

Le deuxième enjeu prioritaire, ce sont l'énergie et les transports. Là encore, de nombreux projets sont possibles. Avec la technologie que des pays peuvent apporter, avec les ressources que d'autres peuvent offrir, avec la volonté d'un développement qui soit concerté et d'intérêt commun.

Et puis le troisième enjeu prioritaire, ce sont les infrastructures avec le souci de prendre en compte la protection de l'environnement.

**La troisième réflexion** que je voulais évoquer devant nos partenaires, c'est la question de la sécurité. Je n'ai pas été le seul à soulever cette question-là. Je parle de la sécurité dans un certain nombre de pays qui ne sont pas nécessairement représentés dans le « 5+5 » mais qui peuvent mettre gravement en danger la stabilité de toute une région et même la sécurité de l'Europe. Je pense à ce qui se produit au Sahel avec des trafics de toute sorte, trafics de drogue, trafics d'armes, trafics d'êtres humains et là encore, le « 5+5 » est une occasion de rappeler cet enjeu et de faire en sorte que rapidement le Conseil de Sécurité puisse être saisi, il va l'être. Il y aura une double résolution et ensuite les Africains et tous ceux qui sont concernés par l'avenir du Sahel auront à prendre leurs responsabilités.

Voilà l'intérêt de ce sommet à un moment, je vous l'ai dit, très particulier, particulier sur le plan politique. Siégeaient autour de cette table des personnes qui étaient dans l'opposition quand ils n'étaient pas en prison il y a quelques années, n'y siègent plus des dictateurs. Moment politique très important si l'on songe à ce que doit être la réussite de la transition démocratique et ce qu'elle peut connaître comme épreuve. Le Président de la Libye nous a livré à la fois sa confiance et en même temps les obstacles qu'il franchit avec courage et son gouvernement va bientôt être constitué.

Il y a aussi, et nous en avons parlé avec le Président tunisien, à assurer que la dignité des personnes soit assurée, que les droits des femmes puissent être respectés. Il y a eu des échanges tout à fait majeurs sur la question du Maghreb et de son unité ou de son union. Voilà le moment politique dans lequel nous sommes mais nous sommes également dans un moment économique où le défaut de croissance en Europe rejaillit sur les pays du sud, d'où ma conclusion. Nous aurons tout à l'heure une réunion avec les pays de la zone euro qui sont ici représentés, avec la participation du Président BARROSO. Nous devons trouver rapidement des décisions qui permettent d'en terminer avec la crise de la zone euro et qui engagent un processus de confiance et donc de croissance. C'est essentiel pour nous en Europe, c'est essentiel pour les pays de la rive sud de la Méditerranée, c'est essentiel pour la stabilité de la région, c'est essentiel pour l'économie mondiale. Nous ne rappelons jamais assez que l'Europe, c'est la première puissance économique du monde, c'est le plus grand marché, avec 500 millions de personnes. Donc cette économie-là en réalité tire les autres ou au contraire les ralentit. C'est donc une responsabilité pour chacun de nos pays et la France y prend sa part que de remettre de l'ordre dans les finances publiques, d'être sérieux, mais en même temps aussi de promouvoir la croissance car j'ai toujours considéré que les deux objectifs devaient être portés. Le retour aux équilibres parce que nous avons une dette qui est considérable, le sérieux budgétaire parce que nous sommes capables aujourd'hui d'avoir des taux d'intérêts très bas sur les emprunts que nous émettons mais aussi la recherche de la croissance et dans les jours qui vont précéder le Conseil européen des 18 et 19 octobre prochain, je continuerai à évoquer l'avenir de l'Europe.

L'avenir de l'Europe, c'est à l'évidence ce qu'elle pourra être dans dix ans et nous avons-là des propositions à faire sur le plan institutionnel mais c'est aussi en préalable, de régler les questions de la zone euro, parce que ce sont ces questions-là qui entraîneront, par leur résolution ou leur irrésolution, l'avenir de l'Europe.

**QUESTION -- Une petite question avant de répondre à celle touchant le « 5+5 ». Nous avons un otage qui vous a adressé un appel, un message, très émouvant d'ailleurs. Qu'avez-vous à lui répondre et comment expliquez-vous l'arrivée de cette vidéo à ce moment-là ?**

**LE PRESIDENT --** J'ai pris connaissance de cette vidéo qui serait datée du mois de juillet. Nous sommes en train de l'authentifier. J'ai entendu le message. Vous savez combien la liberté de l'otage est toute relative. Il y a chaque fois qu'une vidéo est adressée, quel que soit le canal qui est utilisé, une parole qui doit être entendue, un contact qui peut être recherché. Vous savez la position de la France, le ministre des Affaires étrangères est là, c'est à chaque fois d'établir tous les contacts qui permettent de libérer nos ressortissants. En l'occurrence, vous savez qu'il ne s'agit pas de n'importe

quel citoyen français puisqu'il était en mission et je recevrai très prochainement sa famille. C'était prévu avant la diffusion de cette vidéo et je pense à tous nos otages. Nous en avons six au Mali et nous avons également cet otage depuis trois ans en Somalie et je vous l'ai plusieurs fois répété, nous utilisons tous les moyens qui nous permettent de rentrer en contact avec tous ceux qui peuvent permettre la libération de nos otages.

**QUESTION -- Deux questions. La première : vous allez rencontrer M. Rajoy dans quelques minutes, le gouvernement de M. Rajoy persiste à dire qu'ils n'ont pas besoin de faire appel à l'aide de l'Union européenne. Vous parliez donc de l'importance de l'économie européenne, est-ce que vous ne craignez pas justement que cette volonté du gouvernement espagnol de ne pas faire appel à l'aide de l'Europe mette en péril, mette en danger l'Union économique européenne et une question tout à fait séparée mais comme elle est en actualité depuis 1 heure ½, 2 heures selon des médias allemands, il semblerait que les négociations sur la fusion EADS-BAE soient interrompues et qu'elle ne se fera pas. Est-ce que vous avez un commentaire sur ce sujet ?**

LE PRESIDENT -- Aujourd'hui je réponds aux deux questions. La première, c'est aux Espagnols de déterminer souverainement ce qu'ils ont à faire, déposer un plan d'aide avec des conditions qui devront être éclaircies, ou ne pas le faire si ils n'en ont pas le besoin. Ce que je veux, c'est qu'au prochain Conseil européen des 18 et 19 octobre, nous puissions faire en sorte de montrer la disponibilité de l'Europe pour régler les questions notamment de l'Union bancaire. C'est un rendez-vous très important qui va avoir lieu et dans la rencontre que nous allons avoir, notamment avec M. RAJOY et d'autres chefs de gouvernement, c'est sur l'Union bancaire que nous allons faire converger nos positions. Nous avons besoin d'une supervision bancaire, nous avons besoin d'une solidarité avec des conditions. Nous avons donc besoin d'un calendrier pour que l'Union bancaire puisse avancer et qu'elle soit prête d'ici la fin de l'année.

Sur la seconde question, il y a des discussions qui d'abord intéressent deux entreprises. Les Etats sont consultés, en tous cas le nôtre puisque nous sommes actionnaires et nous avons dit ce que nous considérons comme des conditions. Après, il appartient aux entreprises de continuer leurs pourparlers ou leurs négociations en connaissant la position de la France à la fois en termes de présence au capital, de localisation des sièges et de protection de notre industrie de défense.

**QUESTION -- La France est aux avant-postes pour faire adopter une Résolution aux Nations Unies sur le Sahel, je voudrais savoir quels sont des espoirs de la France pour que cette Résolution soit adoptée rapidement. On connaît les réticences de l'Algérie. Vous allez rencontrer le Premier ministre algérien, qu'est-ce que vous allez lui dire pour le convaincre ?**

LE PRESIDENT -- D'abord au Conseil de Sécurité, la résolution ne rencontrera pas d'obstacle. Le ministre des Affaires étrangères y a travaillé et ma participation à la réunion consacrée au Sahel lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, a permis également de faire avancer cette décision. Ensuite, il y a des pays qui peuvent être réticents mais ils ne sont pas ceux qui vont au Conseil de Sécurité faire obstacle parce que nul ne fera obstacle. Il y a eu une discussion sur le Sahel, je vous l'ai dit pour qu'il puisse y avoir une résolution au Conseil de Sécurité et ensuite une intervention qui puisse être réussie mais qui doit être conduite, organisée par la CEDEAO et l'Union africaine. Il est parfois évoqué le dialogue politique. Il est possible de dialoguer avec des groupes au nord Mali qui ne sont pas des groupes terroristes, qui peuvent être des groupes politiques qui étaient présents au nord Mali depuis des années et qui n'entendent ni proclamer l'indépendance, ni adhérer à des thèses fondamentalistes ou islamistes. Mais ce dialogue politique, qui d'ailleurs n'a pas besoin d'attendre, ne doit pas être un facteur de retardement, ni de la résolution du Conseil de Sécurité, ni de l'opération quand elle sera rendue légale et donc légitime. L'Algérie, elle, j'interrogeais son Premier ministre, l'Algérie considère qu'il y a encore des dialogues à engager. Nous en reparlerons dans notre déplacement à la fin de l'année quand je me rendrais moi-même en Algérie. Mais avec les Algériens, nous avons là-dessus la même volonté de lutter contre le terrorisme, parce que l'Algérie a suffisamment payé pour savoir ce qu'est le terrorisme, c'est pour cela que je respecte la position des Algériens.

**QUESTION -- Vous avez dit qu'il appartenait à l'Espagne de décider ou pas de demander l'aide de l'Union européenne ? Vous pensez que c'est inévitable que l'Espagne demande l'aide tôt ou tard ?**

LE PRESIDENT -- Moi, j'ai fait en sorte qu'au Conseil européen des 28 et 29 juin il y ait des procédures qui permettent de soutenir un pays qui a redressé ses finances publiques, qui subit des taux d'intérêt très élevés sur sa dette et qui pourrait faire appel à des mécanismes maintenant en place qui s'appellent le MES après le FESF.

La Banque Centrale Européenne a également précisé ses modalités d'interventions dans ce cas de figure. Donc, les instruments existent, les mécanismes sont là, après c'est à chaque pays éventuellement concerné de faire la demande, si cette demande était faite par ce pays-là ou un autre rentrant dans le champ du mécanisme, je considérerai que nous devrions lui apporter notre soutien.

Je vous remercie.